

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200298]

20 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le livre III de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 151/1, 151/2, 152/1, 152/2, 152/3, 152/4, 152/5, 152/6, 153, 153/1, 153/2, 153/3, 153/7, 154, 154/1, 154/4, 155/2, 155/7, 157 tels que modifiés par le décret du 8 novembre 2018;

Vu le rapport du 16 mars 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juin 2018;

Vu l'avis 64.635/4 du Conseil d'État, donné le 4 décembre 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie rendu le 24 juillet 2018;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'intitulé du livre III, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Intégration des personnes étrangères ».

Art. 3. Dans l'article 236 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « et d'origine étrangère » sont abrogés;

b) au 2^o, les mots « Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé » sont remplacés par « Intérieur et Action sociale »;

c) au 5^o, le numéro « 152/9 » est remplacé par le numéro « 151/1 ».

Art. 4. Dans le livre III de la deuxième partie du même Code, il est inséré un titre 1^{er}/1 comportant les articles 236/1 et 236/2, rédigé comme suit :

« Titre 1^{er}/1. L'action régionale

Art. 236/1. Le Comité de coordination visé à l'article 151/1 du Code est composé :

1^o d'un représentant du Ministre;

2^o d'un représentant du Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

3^o d'un représentant du Ministre qui a la Formation dans ses attributions;

4^o d'un représentant du Ministre qui a la Santé dans ses attributions;

5^o d'un représentant des centres;

6^o d'un représentant de l'administration;

7^o d'un représentant de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;

8^o d'un représentant du Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions;

9^o d'un représentant du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

10^o d'un représentant du secteur de l'intégration des personnes étrangères désigné par le ministre après un appel à candidatures.

Le Comité de coordination se réunit au minimum deux fois par an.

Le Comité de coordination est présidé par le représentant du Ministre.

Le secrétariat du Comité de coordination est assuré par l'administration.

Le Comité de coordination délibère sur les points inscrits à l'ordre du jour. Les votes ont lieu à main levée et les décisions sont prises à la majorité simple, compte non tenu des abstentions. En cas de parité, la voix du Président de séance est prépondérante.

Le Comité peut inviter toute personne qu'il juge utile à participer à l'examen d'une question spécifique.

L'évaluation du Plan local d'intégration visée à l'article 151/1 du Code est réalisée par le Comité de coordination et est intégrée à l'évaluation de la politique d'intégration visée à l'article 151/1, alinéa 2, 1^o. L'évaluation porte sur des éléments qualitatifs et quantitatifs.

Art. 236/2. Le Comité d'accompagnement visé à l'article 151/2 du Code est composé de :

1^o un représentant du Ministre;

2^o quatre représentants des centres;

3^o un représentant de l'administration;

4° un représentant de l'organisme d'interprétariat en milieu social agréé;

5° quatre représentants des initiatives locales d'intégration des personnes étrangères, chacun représentant un des axes repris à l'article 154 du Code, désignés par le Ministre après un appel à candidatures.

Le secrétariat est assuré par l'administration.

Le Comité peut inviter toute personne qu'il juge utile à participer à l'examen d'une question spécifique. ».

Art. 5. A l'article 237/2 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « agréée en vertu de l'article 154/1 du Code sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « l'information sur les droits et devoirs de chaque personne résidant en Belgique » sont remplacés par les mots « le module d'accueil visé à l'article 152/1 du Code »;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'information sur les droits et devoirs porte au moins sur les thématiques suivantes : les droits et devoirs consacrés par la Constitution et par la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que les droits et devoirs des bénéficiaires en matière de santé, de logement, de mobilité, d'emploi, de formation, d'enseignement et d'égalité des chances et des genres »;

4° dans le paragraphe 4, l'alinéa 4 est complété par les phrases suivantes :

« Les centres se réfèrent aux niveaux déterminés par le cadre européen commun de référence pour les langues, pour évaluer le besoin de formation. Le primo-arrivant ayant le niveau A2 est dispensé des modules de formation à la langue française visés à l'article 152/4, § 2, du Code. ».

Art. 6. A l'article 237/3 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° le cas échéant, la modification de commun accord du programme proposé, notamment si le primo-arrivant a atteint le niveau A2 en français »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 237/4, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les mots « d'accueil » sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 237/5, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « d'accueil » sont abrogés.

Art. 9. L'article 237/6 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 237/6. Les formateurs à la langue française visés à l'article 152/4, § 1^{er}, alinéa 3, possèdent, au moins, lors de leur engagement, soit :

1° un baccalauréat ou un diplôme équivalent et une spécialisation dans l'apprentissage du français ou du français langue étrangère reconnue par le Gouvernement sur proposition du Comité de coordination;

2° une expérience utile en qualité de formateur en français langue étrangère de trois ans minimum ou une spécialisation dans l'apprentissage du français ou du français langue étrangère reconnue par le Gouvernement sur proposition du Comité de coordination ou une validation des compétences délivrée par un organisme reconnu par la Région ou la Communauté française.

Les formateurs à la langue française ont également au minimum le niveau C1 du cadre européen commun de référence pour les langues.

Les opérateurs visés à l'article 152/4 du Code se réfèrent aux niveaux déterminés par le cadre européen commun de référence pour les langues pour constituer les groupes de formation.

La formation à la langue française est dispensée par groupes de minimum cinq à maximum quinze participants. Le niveau des groupes est homogène sauf exception motivée par l'organisme visé à l'article 152/4 du Code et validée par l'administration. ».

Art. 10. A l'article 237/7 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 1° est complété par les mots suivants : « ou une attestation de suivi d'une formation dont le contenu est validé par l'administration sur proposition du Comité de coordination »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La formation à la citoyenneté est dispensée par groupes de minimum cinq à maximum quinze participants. ».

Art. 11. L'article 237/9 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 12. A l'article 238 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le mot « demande » est remplacé par le mot « commande »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 5°, les mots « applicables en cas de méconnaissance de l'obligation visée à l'article 152/7, § 2, du Code. » sont remplacés par les mots « visées au paragraphe 1^{er}, 2°. »;

3° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 13. A l'article 238/1 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le sigle « § 1^{er}. » avant les mots « Le primo-arrivant » est supprimé;

2° dans l'alinéa 4, les mots « le primo-arrivant » sont remplacés par les mots « la personne qui a suivi le parcours d'intégration »;

3° dans l'alinéa 4, 4°, les mots « d'accueil » sont abrogés;

4° dans l'alinéa 4, 5°, les mots « vers le dispositif d'insertion » sont abrogés et les mots « prescrite dans la convention » sont insérés entre les mots « du Code, » et le mot « ainsi »;

5° dans l'alinéa 4, il est inséré un 6° rédigé comme suit : « a réalisé le test d'évaluation du niveau de français visé à l'article 152/1 alinéa 2, 4°, du Code ainsi que sa date de réalisation ».

Art. 14. Dans l'article 238/2 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Des éléments probants sont joints à la demande de prorogation pour justifier les motifs invoqués. ».

Art. 15. A l'article 240/3 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, 8°, les mots « alinéa3 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « 152/8, § 4, du Code » sont remplacés par les mots « 152/8, § 4, du Code ».

Art. 16. Dans le livre III de la deuxième partie du même Code, l'intitulé du titre III, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit : « Les centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ».

Art. 17. A l'article 241 remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « centre de Mons » est remplacé par les mots « centre de Saint-Ghislain »;

b) au 8°, les mots « Marche-en-Famenne » sont remplacés par le mot « Libramont ».

Art. 18. Dans le titre III, chapitre II, section 1^{er}, du même Code, il est inséré un article 241/1 rédigé comme suit :
« Art. 241/1. § 1^{er}. Chaque centre comprend un maximum de vingt membres au sein du conseil d'administration dont au moins la moitié représente des opérateurs du secteur de l'intégration des personnes étrangères.

§ 2. Les centres ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peuvent pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

Art. 19. A l'article 242 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et d'origine étrangère » sont à chaque fois abrogés;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« La personne chargée de la coordination du parcours d'intégration possède, au moins, lors de son engagement soit :

1° un diplôme de baccalauréat ou l'équivalent;

2° un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et trois ans d'expérience professionnelle utile. »;

3° l'alinéa 4, devenu l'alinéa 5, est remplacé par ce qui suit :

« Les responsables de projets possèdent, au moins, lors de leur engagement soit :

1° un diplôme de baccalauréat ou l'équivalent;

2° un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et trois ans d'expérience professionnelle utile;

3° un certificat d'études secondaires inférieures et six ans d'expérience professionnelle utile. »;

4° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La personne chargée de la gestion administrative de l'outil de suivi informatisé du parcours d'intégration possède, au moins, lors de son engagement, soit :

1° un diplôme de baccalauréat ou l'équivalent;

2° un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et trois ans d'expérience professionnelle utile;

3° un certificat d'études secondaires inférieures et six ans d'expérience professionnelle utile. ».

Art. 20. Dans l'article 242/1 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, le 5° est rétabli dans la rédaction suivante :

« 5° le rapport du service d'incendie et l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé à l'annexe 18 du Code pour les locaux visés à l'article 153/4, alinéa 2, du Code. ».

Art. 21. Dans l'article 242/3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « conformément à l'article 153/1 » sont remplacés par les mots « conformément aux articles 153/1 et 153/2 ».

Art. 22. Dans l'article 243/1, alinéa 2, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° d'un montant forfaitaire couvrant les frais de personnel et de fonctionnement définis sur la base des éléments décrits à l'article 153/7 du Code, le montant ainsi alloué à chaque centre est au minimum équivalent à celui reçu par le centre, pour l'exercice 2015, pour ses missions décrétales, ses frais de fonctionnement et la subvention facultative complémentaire; ».

Art. 23. A l'article 245/1 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le nombre « 1.415.000 » est remplacé par le nombre « 1.800.000 »;

b) au 1°, les mots « opérateurs III » sont remplacés par les mots « initiatives locales d'intégration des personnes étrangères, visés à l'article 154 du Code »;

c) au 3°, les mots « journées de formations et de sensibilisations en lien direct avec le public visé par le parcours d'intégration » sont remplacés par les mots « séances visées à l'article 152/1, alinéa 2, 1°, du Code, collectives et individuelles, à destination du public qui suit le parcours d'intégration y compris des séances d'information vers un dispositif d'insertion socioprofessionnelle en partenariat avec l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, ».

Art. 24. L'article 247 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, est abrogé.

Art. 25. Dans le livre III de la deuxième partie du même Code, l'intitulé du titre IV, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit : « Les initiatives locales d'intégration des personnes étrangères ».

Art. 26. A l'article 248 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, 3°, les mots « d'un baccalauréat ou un diplôme équivalent ou d'une expérience utile de trois ans minimum en matière d'insertion socioprofessionnelle » sont remplacés par les mots « d'un diplôme d'assistant social, d'infirmier social ou d'infirmier en santé communautaire »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les associations ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peuvent pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

Art. 27. Dans l'article 249 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, le 5° est rétabli dans la rédaction suivante :

« 5° le rapport du service d'incendie et l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé à l'annexe 18 du Code pour les locaux visés à l'article 154/1, alinéa 2, du Code. ».

Art. 28. Dans l'article 250/1, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le mot « décretaal » est abrogé.

Art. 29. Dans le titre IV du livre III de la deuxième partie du même Code, l'intitulé du chapitre I/1, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Appel à projets initiatives locales d'intégration des personnes étrangères ».

Art. 30. Dans l'article 250/2 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « aux articles 152/4, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, 152/5, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, 152/6, alinéa 1^{er}, 4°, du Code » sont remplacés par les mots « aux articles 152/4, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, et 152/5, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, du Code »;

2° les mots « et d'origine étrangère » sont abrogés;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation, les projets relatifs à des activités d'apprentissage de la langue française et de formation à la citoyenneté, introduits en dehors de la période de l'appel à projets et répondant aux mêmes critères de recevabilité et d'éligibilité, sont assimilés aux projets déposés dans le cadre de l'appel à projets. ».

Art. 31. A l'article 251 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété de la phrase suivante :

« La subvention est revue annuellement sur la base d'un budget prévisionnel, d'une analyse de la réalisation des objectifs de l'année antérieure et des objectifs fixés pour l'année à venir. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « activité d'orientation vers le dispositif d'insertion socioprofessionnelle adapté » sont remplacés par les mots « permanence d'un volume horaire de minimum deux fois deux heures par semaine »;

3° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 32. Dans l'article 252 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, les mots « et d'origine étrangère » sont à chaque fois abrogés.

Art. 33. Dans la section 1^{re}, du chapitre Ier, du titre V, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, il est inséré un article 252/1 rédigé comme suit :

« Art. 252/1. § 1^{er}. L'organisme d'interprétariat en milieu social comprend un maximum de vingt membres au sein de son conseil d'administration dont au moins la moitié représente les opérateurs du secteur de l'intégration des personnes étrangères.

Le conseil d'administration comprend un représentant d'un opérateur actif dans le domaine du soutien ethno-psychologique, un représentant des centres, un représentant des initiatives locales d'intégration des personnes étrangères agréées, un représentant des opérateurs de l'appel à projets initiatives locales d'intégration des personnes étrangères et un représentant du secteur de l'intégration des mineurs étrangers non accompagnés.

§ 2. L'association ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut pas se voir octroyer un agrément dans les deux années suivant la décision de retrait d'agrément. ».

Art. 34. Dans l'article 253 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, le 5° est rétabli dans la rédaction suivante :

« 5° le rapport du service d'incendie et l'attestation du bourgmestre établie conformément au modèle détaillé en annexe pour les locaux visés à l'article 155/2 alinéa 1^{er}, 2°, du Code; ».

Art. 35. Dans l'article 254/1, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le mot « décréto » est abrogé.

Art. 36. Dans l'article 255, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, le nombre « 250.000 » est remplacé par le nombre « 360.000 ».

Art. 37. Dans le Livre III de la deuxième partie du même Code, il est inséré un titre VI, comportant l'article 255/1, rédigé comme suit :

« Titre VI. Les mineurs étrangers non accompagnés

Art. 255/1. § 1^{er}. Une subvention annuelle peut être accordée aux opérateurs visés à l'article 155/7 du Code, à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Le montant de la subvention est déterminé en fonction :

1° du type d'activités développées;

2° du volume horaire des activités développées;

3° du nombre de bénéficiaires;

4° de la méthodologie appliquée;

5° de l'évaluation de l'activité développée;

6° de la qualification du personnel;

7° des partenariats développés.

§ 2. La subvention visée au paragraphe 1^{er}, octroyée aux organismes agréés en vertu de l'article 155/7 du Code, est revue annuellement sur la base d'un budget prévisionnel, d'une analyse de la réalisation des objectifs de l'année antérieure et des objectifs fixés pour l'année à venir.

§ 3. Pour l'indexation des montants visés au paragraphe 2, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions, à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.".

Art. 38. Dans le même code, il est inséré une annexe 18 qui est jointe en annexe 1^{ère} du présent arrêté.

Art. 39. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 40. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Annexe 1

« Annexe 18 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Modèle d'attestation incendie des CRI, ILI et organisme d'interprétariat en milieu social

Vu le rapport établi par....., Chef du service d'incendie, le.....,
concernant le service d'Insertion sociale* dénom-
mé.....

.....
situé.....

et géré par.....

.....
Je soussigné,.....

Bourgmestre de.....

Première possibilité*

marque mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie.

Seconde possibilité*

ne marque pas mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie, pour les raisons suivantes :

.....

En conséquence,

Première possibilité**

la mise en activité - la poursuite des activités du service d'Insertion sociale susvisé est autorisée pour une période de quatre ans ** - de..... (à préciser si la période est inférieure à quatre ans).

Deuxième possibilité**

la mise en activité - la poursuite des activités du service d'Insertion sociale susvisé est autorisée pour une période de..... et jusqu'à la date du.....

Durant cette période, il devra être satisfait, en matière de sécurité et de protection contre l'incendie, aux points ci-après :

-
-
-
-

Une vérification devra être effectuée par le Chef de service d'incendie.

Troisième possibilité*

la mise en activité - la poursuite des activités - n'est pas autorisée*.

Le Bourgmestre,

(date et signature)

(*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application.

(**) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 modifiant le livre III de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Namur, le 20 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200298]

20 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek III van het tweede deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 151/1, 151/2, 152/1, 152/2, 152/3, 152/4, 152/5, 152/6, 153, 153/1, 153/2, 153/3, 153/7, 154, 154/1, 154/4, 155/2, 155/7, 157, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018;

Gelet op het rapport van 16 maart 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 juni 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juni 2018;

Gelet op advies 64.635/4 van de Raad van State, uitgebracht op 4 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), uitgebracht op 24 juli 2018;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het tweede deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt het opschrift van Boek III, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt: "Integratie van vreemdelingen".

Art. 3. In artikel 236 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

c) in 1^o, worden de woorden "of personen van buitenlandse herkomst" opgeheven;

b) in 2^o worden de woorden "Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid" vervangen door de woorden "Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie";

c) in 5^o wordt het nummer "152/9" vervangen door het nummer "151/1".

Art. 4. In Boek III van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een Titel I/1, dat de artikelen 236/1 en 236/2 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Titel I/1. Gewestelijke actie

Art. 236/1. Het coördinatiecomité bedoeld in artikel 151/1 van het Wetboek bestaat uit:

1^o een vertegenwoordiger van de Minister;

2^o een vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling;

3^o een vertegenwoordiger van de Minister van Vorming;

4^o een vertegenwoordiger van de Minister van Gezondheid;

5^o een vertegenwoordiger van de centra;

6^o een vertegenwoordiger van de administratie;

7^o een vertegenwoordiger van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut Voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek);

8^o een vertegenwoordiger van de Minister van Plaatselijke Besturen;

9^o een vertegenwoordiger van de Minister van Huisvesting;

10^o een vertegenwoordiger van de sector van de integratie van vreemdelingen, die na een oproep tot de kandidaten door de Minister wordt aangewezen.

Het coördinatiecomité vergadert minstens twee keer per jaar.

Het coördinatiecomité wordt door de vertegenwoordiger van de Minister voorgezeten.

Het secretariaat van het coördinatiecomité wordt door de administratie waargenomen.

Het coördinatiecomité beraadslaagt over de agendapunten. Er wordt bij handopsteken gestemd en de beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen, waarbij geen rekening met onthoudingen wordt gehouden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de zitting doorslaggevend.

Het Comité kan elke persoon uitnodigen die het nuttig acht om aan het onderzoek van een specifiek vraagstuk deel te nemen.

De beoordeling van het in artikel 151/1 van het Wetboek bedoelde plaatselijk integratieplan wordt uitgevoerd door het coördinatiecomité en wordt opgenomen in de beoordeling van het integratiebeleid bedoeld in artikel 151/1, tweede lid, 1^o. De beoordeling heeft betrekking op kwalitatieve en kwantitatieve elementen.

Art. 236/2. Het begeleidingscomité bedoeld in artikel 151/2 van het Wetboek bestaat uit:

1^o een vertegenwoordiger van de Minister;

2^o vier vertegenwoordigers van de centra;

3^o een vertegenwoordiger van de administratie;

4^o een vertegenwoordiger van de tolkdienst in een sociale context;

5^o vier vertegenwoordigers van de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen, die elk één van de beleidslijnen vermeld in artikel 154 van het Wetboek vertegenwoordigen, en die na een oproep tot de kandidaten door de Minister worden aangewezen.

Het secretariaat wordt door de administratie waargenomen.

Het Comité kan elke persoon uitnodigen die het nuttig acht om aan het onderzoek van een specifiek vraagstuk deel te nemen.”.

Art. 5. In artikel 237/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “krachtens artikel 154/1 van het Wetboek erkende” opgeheven;

2° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “de rechten en plichten van elke persoon die in België verblijft” vervangen door de woorden “de in artikel 152/1 van het Wetboek bedoelde opvangmodule”;

3° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De informatie over de rechten en plichten betreft minstens de volgende thematieken: de rechten en plichten bekrachtigd bij de Grondwet en bij de Europese conventie van de mensenrechten alsook de rechten en plichten van de begunstigten inzake gezondheidszorg, huisvesting, mobiliteit, werk, vorming, onderwijs, gelijke kansen en gendergelijkheid”;

4° in paragraaf 4 wordt het vierde lid aangevuld met de volgende zinnen:

“De centra verwijzen naar de niveaus vastgesteld in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen om de behoefte aan opleiding te beoordelen. De nieuwkomer met niveau A2 wordt vrijgesteld van de opleidingsmodules voor het leren van de Franse taal bedoeld in artikel 152/4, § 2, van het Wetboek.”.

Art. 6. In artikel 237/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt punt 4° vervangen als volgt:

“4° in voorkomend geval, de wijziging, in onderlinge overeenstemming, van het voorgestelde programma, met name indien de nieuwkomer het niveau A2 in het Frans heeft bereikt;”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 237/4, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt het woord “opvangmodule” vervangen door het woord “module”.

Art. 8. In artikel 237/5, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord “opvangovereenkomst” vervangen door het woord “overeenkomst”.

Art. 9. Artikel 237/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. 237/6. Bij hun indienstneming beschikken de in artikel 152/4, § 1, derde lid, bedoelde opleiders in de Franse taal minstens over:

1° een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma en een specialisatie in het aanleren van het Frans of van het Frans als vreemde taal erkend door de Regering op voorstel van het coördinatiecomité;

2° minimum drie jaar nuttige ervaring als opleider in het Frans als vreemde taal of een specialisatie in het aanleren van het Frans of van het Frans als vreemde taal erkend door de Regering op voorstel van het coördinatiecomité of een bekrachtiging van de vaardigheden afgeleverd door een instelling die door het Gewest of de Franse Gemeenschap erkend is.

De opleiders in de Franse taal hebben ook minstens het niveau C1 van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen.

De in artikel 152/4 van het Wetboek bedoelde operatoren verwijzen naar de niveaus vastgesteld in het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen om de opleidingsgroepen te vormen.

De opleiding voor het leren van de Franse taal wordt verstrekt door groepen van minimum vijf tot maximum vijftien deelnemers. Het niveau van de groepen is homogeen behalve uitzondering gemotiveerd door de in artikel 152/4 van het Wetboek bedoelde instelling en bekrachtigd door de administratie.”.

Art. 10. In artikel 237/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt 1° aangevuld als volgt: “of een attest van gevolgde opleiding waarvan de inhoud door de administratie op voorstel van het coördinatiecomité wordt bekrachtigd”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De opleiding tot burgerschap wordt verstrekt door groepen van minimum vijf tot maximum vijftien deelnemers.”.

Art. 11. Artikel 237/9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 238 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1, van de Franse versie, wordt het woord “demande” vervangen door het woord “commande”;

2° in paragraaf 2, tweede lid, 5°, worden de woorden “van de toepasselijke sancties in geval van niet-nakoming van de verplichting bedoeld in artikel 152/7, § 2, van het Wetboek” vervangen door de woorden “van de sancties bedoeld in paragraaf 1, 2°.”;

3° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 238/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt het teken “ § 1.” voor de woorden “De nieuwkomer” geschrapt;

2° in het vierde lid worden de woorden “de nieuwkomer” vervangen door de woorden “de persoon die het integratietraject heeft gevolgd”;

3° in het vierde lid, 4°, wordt het woord “opvangovereenkomst” vervangen door het woord “overeenkomst”;

4° in het vierde lid wordt 5° vervangen als volgt: “deelgenomen heeft aan de bij de overeenkomst voorgeschreven socio-professionele oriëntatie bedoeld in artikel 152/6 van het Wetboek alsook de datum waarop hij eraan heeft deelgenomen”;

5° in het vierde lid wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt: “het in artikel 152/1, tweede lid, 4°, van het Wetboek bedoelde evaluatietest van het niveau van de Franse taal heeft verricht alsook de datum van verrichting ervan”.

Art. 14. In artikel 238/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt het tweede lid aangevuld met volgende zin:

“Bewijsstukken worden bij de verlengingsaanvraag gevoegd om de aangevoerde redenen te rechtvaardigen.”.

Art. 15. In artikel 240/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, 8°, van de Franse versie worden de woorden "alinéa3" vervangen door de woorden "alinéa 3";

2° in paragraaf 4, tweede lid, van de Franse versie worden de woorden "152/8 § 4du Code" vervangen door de woorden "152/8, § 4, du Code".

Art. 16. In boek III van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van titel III, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt: "Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen".

Art. 17. In artikel 241 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "centrum van Bergen" vervangen door de woorden "centrum van Saint-Ghislain";

b) in 8° worden de woorden "Marche-en-Famenne" vervangen door het woord "Libramont".

Art. 18. In titel III, hoofdstuk II, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 241/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 241/1. § 1. Elk centrum bestaat uit maximum twintig leden binnen de raad van bestuur, waarvan minstens de helft operatoren van de sector van de integratie van vreemdelingen vertegenwoordigt.

§ 2. De centra die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen."

Art. 19. In artikel 242 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "en personen van buitenlandse herkomst" telkens opgeheven;

2° er wordt tussen het derde en het vierde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Bij zijn indienstneming beschikt de persoon belast met de coördinatie van het integratietraject minstens over:

1° een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma;

2° een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en drie jaar nuttige beroepservaring;

3° het vierde lid, dat het vijfde lid is geworden, wordt vervangen als volgt:

"De projectverantwoordelijken beschikken bij hun indienstneming minstens over :

1° een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma;

2° een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en drie jaar nuttige beroepservaring;

3° een getuigschrift van het lager secundair onderwijs en zes jaar nuttige beroepservaring";

4° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Bij zijn indienstneming beschikt de persoon belast met het administratieve beheer van het computergestuurd opvolgingssysteem minstens over:

1° een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma;

2° een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en drie jaar nuttige beroepservaring;

3° een getuigschrift van het lager secundair onderwijs en zes jaar nuttige beroepservaring."

Art. 20. In artikel 242/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt punt 5° opnieuw opgenomen als volgt:

"5° het verslag van de brandweerdienst en het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 18 bij het Wetboek gedetailleerd model voor de lokalen bedoeld in artikel 153/4, tweede lid, van het Wetboek."

Art. 21. In artikel 242/3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "overeenkomstig artikel 153/1" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 153/1 en 153/2".

Art. 22. In artikel 243/1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt 1° vervangen als volgt:

"1° een forfaitair bedrag dat de personeels- en werkingskosten bepaald op grond van elementen bedoeld in artikel 153/7 van het Wetboek dekt; het aan ieder centrum toegekend bedrag is minstens gelijkwaardig aan het bedrag ontvangen door het centrum voor het boekjaar 2015 voor zijn decretale opdrachten, zijn werkingskosten en de aanvullende facultatieve subsidie;"

Art. 23. In artikel 245/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het getal "1.415.000" wordt vervangen door het getal "1.800.000";

b) in 1° wordt het woord "operatoren" vervangen door de woorden "Plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen bedoeld in artikel 154 van het Wetboek";

c) in 3° worden de woorden "opleidings- en sensibilisatiedagen die rechtstreeks verband houden met het publiek bedoeld in het integratietraject" vervangen door de woorden "collectieve en individuele zittingen bedoeld in artikel 152/1, tweede lid, 1°, van het Wetboek ter bestemming van het publiek dat het integratietraject volgt, met inbegrip van de informatiezittingen naar een stelsel inzake socio-professionele inschakeling in partnerschap met de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, ".

Art. 24. Artikel 247 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2016, wordt opgeheven.

Art. 25. In boek III van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van titel IV, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt: "Plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen".

Art. 26. In artikel 248 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

3° in het tweede lid, 3°, worden de woorden "een baccalaureaat of een gelijkwaardig diploma of een nuttige ervaring van minimum drie jaar inzake socio-professionele inschakeling" vervangen door de woorden "een diploma maatschappelijk assistent, maatschappelijk verpleger of verpleger in gemeenschapsgezondheid";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De verenigingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van erkenning mogen binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen."

Art. 27. In artikel 249 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt punt 5° opnieuw opgenomen als volgt:

"5° het verslag van de brandweerdienst en het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 18 bij het Wetboek gedetailleerd model voor de lokalen bedoeld in artikel 154/1, tweede lid, van het Wetboek."

Art. 28. In artikel 250/1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord "decreetgevend" opgeheven.

Art. 29. In titel IV van boek III van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk I/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, vervangen als volgt:

"Oproep tot het indienen van plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen".

Art. 30. In artikel 250/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de artikelen 152/4, § 1, tweede lid, 4°, 152/5, § 1, tweede lid, 4°, 152/6, eerste lid, 4°, van het Wetboek" vervangen door de woorden "de artikelen 152/4, § 1, tweede lid, 4°, en 152/5, § 1, tweede lid, 4°, van het Wetboek";

2° de woorden "of van personen van buitenlandse herkomst" worden opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In afwijking daarvan worden de projecten betreffende activiteiten m.b.t. het leren van de Franse taal en de opleiding tot burgerschap, die ingediend zijn buiten de periode van de oproep tot het indienen van projecten en die voldoen aan dezelfde ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitscriteria, gelijkgesteld met de in het kader van de oproep tot het indienen van projecten ingediende projecten."

Art. 31. In artikel 251 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met volgende zin:

"De subsidie wordt jaarlijks herzien op basis van een voorbegroting, een analyse van de verwezenlijking van de doelstellingen van het vorige jaar en van de voor het komende jaar vastgestelde doelstellingen.";

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "oriëntatie naar het geschikte stelsel inzake socio-professionele inschakeling" vervangen door de woorden "permanentie met een uurvolume van minstens twee uur per week";

3° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 32. In artikel 252 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, worden de woorden "en personen van buitenlandse herkomst" telkens opgeheven.

Art. 33. In afdeling 1 van hoofdstuk I van titel V van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt een artikel 252/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 252/1. § 1. De tolkdienst in een sociale context bestaat uit maximum twintig leden binnen de raad van bestuur, waarvan minstens de helft operatoren van de sector van de integratie van vreemdelingen vertegenwoordigt.

De raad van bestuur bestaat uit een vertegenwoordiger van een operator actief in de ethno-psychologische begeleiding, een vertegenwoordiger van de centra, een vertegenwoordiger van de erkende plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen, een vertegenwoordiger van de operatoren van de oproep tot het indienen van plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen en een vertegenwoordiger van de sector van de integratie van de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen.

§ 2. De vereniging die het voorwerp heeft uitgemaakt van een intrekking van erkenning mag binnen twee jaar na de beslissing tot intrekking van de erkenning geen erkenning ontvangen."

Art. 34. In artikel 253 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt punt 5° opnieuw opgenomen als volgt:

"5° het verslag van de brandweerdienst en het brandveiligheidsattest van de burgemeester opgemaakt overeenkomstig het in bijlage gedetailleerd model voor de lokalen bedoeld in artikel 155/2, eerste lid, 2° van het Wetboek;"

Art. 35. In artikel 254/1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord "decreetgevend" opgeheven.

Art. 36. In artikel 255, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016, wordt het getal "250.000" vervangen door het getal "360.000".

Art. 37. In Boek III van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een Titel VI, dat artikel 255/1 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Titel VI. Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen.

Art. 255/1. § 1. Een jaarlijkse subsidie kan als tegemoetkoming in de personeels-, en werkingskosten toegekend worden aan de in artikel 155/7 van het Wetboek bedoelde operatoren.

Het bedrag van de subsidie wordt bepaald naar gelang van:

1° het type ontwikkelde activiteiten;

2° het uurvolume van de ontwikkelde activiteiten;

3° het aantal begunstigden;

4° de toegepaste methodologie;

5° de beoordeling van de ontwikkelde activiteiten;

6° de kwalificatie van het personeel;

7° de ontwikkelde partnerschappen.

§ 2. De in § 1 bedoelde subsidie die aan de krachtens artikel 155/7 van het Wetboek erkende instellingen wordt toegekend, wordt jaarlijks herzien op basis van een voorbegroting, een analyse van de verwezenlijking van de doelstellingen van het vorige jaar en van de voor het komende jaar vastgestelde doelstellingen.

§ 3. Het bedrag bedoeld in § 2 wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen."

Art. 38. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 18 ingevoegd die bij dit besluit als bijlage 1 wordt gevoegd.

Art. 39. De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Actie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 40. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.
Namen, 20 december 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS
De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

Bijlage 1

"Bijlage 18 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid
Model van brandattest van de gewestelijke integratiecentra, van de plaatselijke initiatieven voor de integratie van
vreemdelingen en van de tolkdienst in een sociale context

Gelet op het rapport opgesteld door....., Hoofd van de brandweerdienst,
op....., betreffende de dienst voor sociale insluiting*
genaamd.....

.....
gelegen.....
en beheerd door

.....
Ondergetekende.....
Burgemeester van.....

Eerste mogelijkheid ()**

stem in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst.

Tweede mogelijkheid*

stem niet in met de conclusies van het verslag van de brandweerdienst om de volgende redenen:

.....

Bijgevolg,

Eerste mogelijkheid **

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst voor sociale insluiting
voor een periode van vier jaar ** - van..... (te bepalen voor een periode van minder dan vier jaar).

Tweede mogelijkheid **

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten van de hierboven vermelde dienst voor sociale insluiting
voor een periode van.....en tot.....

Tijdens die periode zal inzake veiligheid en brandbeveiliging aan de volgende punten moeten voldaan worden:

-
-
-
-

Het hoofd van de brandweerdienst zal een controle moeten uitvoeren.

Derde mogelijkheid *

de inbedrijfstelling - de voortzetting van de activiteiten - is niet toegelaten*.

De Burgemeester,

(datum en handtekening)

(*) Schrappen wat niet past.

(**) Schrappen wat niet past en aanvullen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2018 tot wijziging van Boek
III van het tweede deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende
de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst.

Namen, 20 december 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS
De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI